



PRÉFÈTE DE L'INDRE- ET-LOIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ portant mise en demeure Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Société Coopérative Agricole AXEREAL à NEUILLE-PONT-PIERRE, installations de stockage céréales

La Préfète d'Indre-et-Loire, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8-I, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté du 29 mars 2004 modifié par l'arrêté du 23 février 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'étude de dangers actualisée en décembre 2019 et référencée : 45012A.19.ES.037 – COOP de France ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19825 du 14 février 2014 autorisant la Société Coopérative Agricole AXEREAL à poursuivre les activités qu'elle exploite à Neuillé-Pont-Pierre et actualisant les prescriptions qui lui sont applicables ;

Vu le rapport de l'inspection de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire relatif à l'inspection du 20 mai 2020 des installations exploitées par la Société Coopérative Agricole AXEREAL à Neuillé-Pont-Pierre ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 juin 2020, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées par courrier ;

CONSIDÉRANT que les installations de stockage de céréales en silos, exploitées par la Société Coopérative Agricole AXEREAL à Neuillé-Pont-Pierre relèvent, sous la rubrique 2160, du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'accidentologie relative aux installations de stockage de céréales montre que les risques d'incendie et d'explosion sont inhérents aux installations de stockage de produits organiques et peuvent entraîner des effets majeurs susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers actualisée en décembre 2019 met en évidence la présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, et dans les zones des effets irréversibles ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 20 mai 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

1. le fonctionnement des installations de manutention n'est pas asservi à celui du système d'aspiration centralisé,
2. l'exploitant ne dispose pas d'une ressource globale de 200 m³ d'eau, implantée à moins de 200 m des silos, accessibles par des chemins praticables, et implantée en dehors des zones des effets générés par ces silos,
3. aucun dispositif de découplage ne sépare le rez-de-chaussée de la tour de manutention du silo n°5 des cellules du silo n°2, y compris l'espace sur cellules de ce même silo. L'étude de dangers actualisée ne statue pas sur la nature de la séparation à mettre en place entre ces deux volumes,
4. l'ensemble des détecteurs de dysfonctionnement de la manutention n'est pas en état de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.6.3, 8.1.6, 8.1.7 et 8.2.7 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2014 susvisé, et article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un inspecteur de l'environnement a constaté l'observation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions, dans un délai déterminé ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société Coopérative Agricole AXERREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture à OLIVET (45166 – CS 40639), pour le site qu'elle exploite sise au lieu-dit « la Gare » sur le territoire de la commune de Neuillé-Pont-Pierre, est mise en demeure de respecter, à notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Défense incendie (articles 7.6.3 et 8.1.13 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2014) – Délai : 3 mois à notification du présent arrêté

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m³/h chacun pendant 2 heures) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m³ ; la combinaison de ces moyens est possible sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale, de 60 m³/h pendant 2 heures, exploitable par les engins de pompe.

En complément des moyens susvisés, l'installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés est dotée :

- d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'un système fixe d'arrosage raccordé.

Article 3 : Prévention des risques liés aux appareils de manutention (articles 8.1.6 et 8.1.7 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2014) – Délai : 1 mois à notification du présent arrêté

Les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteurs à chaîne, transporteur à bande) respectent les prescriptions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 février 2014.

Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières et à éviter les dépôts de poussières.

Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après ainsi que le bon état des capotages font également l'objet de contrôles périodiques.

En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par du personnel qualifié et formé en application des dispositions de l'article 7.4.2 du présent arrêté.

L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Repère	Équipement	Dispositifs de sécurité
Silo 1	Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none">• Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée)• Trappe de bourrage• Liaison équipotentielle• Témoin de bourrage ou disjonction
	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none">• Relais thermique sur moteur• Pas de relance lors de bourrage• Sangle non propagatrice de la flamme et antistatique• Capteur de départ de sangle• Contrôleur de rotation• Liaison équipotentielle• Aspiration des poussières (en tête)

Repère	Équipement	Dispositifs de sécurité
	Vis	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Liaison équipotentielle (moteur)
	Transporteur à bande	<ul style="list-style-type: none"> Aspiration (filtre) en tête de transporteur avec fonctionnement asservi au tapis Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Bande non propagatrice de la flamme et antistatique Capteur de déport de bande Contrôleur de rotation Câble d'arrêt d'urgence
Silo 2	Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Trappe de bourrage Liaison équipotentielle Témoin de bourrage ou disjonction
	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur Pas de relance lors de bourrage Sangle non propagatrice de la flamme et antistatique Capteur de déport de sangle Contrôleur de rotation Liaison équipotentielle Aspiration des poussières (en tête)
	Vis	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Liaison équipotentielle (moteur)
Silo 3	Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Trappe de bourrage Liaison équipotentielle Témoin de bourrage ou disjonction
	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur Pas de relance lors de bourrage Sangle non propagatrice de la flamme et antistatique Capteur de déport de sangle Contrôleur de rotation Liaison équipotentielle Aspiration des poussières (en tête)
	Transporteur à bande	<ul style="list-style-type: none"> Aspiration (filtre) en tête de transporteur avec fonctionnement asservi au tapis Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Bande non propagatrice de la flamme et antistatique Capteur de déport de bande Contrôleur de rotation Câble d'arrêt d'urgence
Silo 4	Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Trappe de bourrage Liaison équipotentielle Témoin de bourrage ou disjonction
	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur Pas de relance lors de bourrage Sangle non propagatrice de la flamme et antistatique Capteur de déport de sangle Contrôleur de rotation Liaison équipotentielle Aspiration des poussières (en tête)

Répère	Équipement	Dispositifs de sécurité
	Transporteur à bande	<ul style="list-style-type: none"> Aspiration (filtre) en tête de transporteur avec fonctionnement asservi au tapis Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Bande non propagatrice de la flamme et antistatique Capteur de déport de bande Contrôleur de rotation Câble d'arrêt d'urgence
Silo 5	Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Trappe de bourrage Liaison équipotentielle Témoin de bourrage ou disjonction
	Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> Relais thermique sur moteur Pas de relance lors de bourrage Sangle non propagatrice de la flamme et antistatique Capteur de déport de sangle Contrôleur de rotation Liaison équipotentielle Aspiration des poussières (en tête)
	Transporteur à bande	<ul style="list-style-type: none"> Aspiration (filtre) en tête de transporteur avec fonctionnement asservi au tapis Relais thermique sur moteur (qui disjoncte au-delà d'une intensité programmée) Bande non propagatrice de la flamme et antistatique Capteur de déport de bande Contrôleur de rotation Câble d'arrêt d'urgence

Tous les détecteurs et contrôleur disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions sont prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Afin de prévenir les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :

- les ventilateurs d'extraction sont placés à l'aval des dispositifs de traitement,
- les filtres à manche sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur et sont équipés d'un système de détection de décrochement ou de percement des manches ou une procédure de contrôle est mise en place, précisant la fréquence et l'enregistrement,
- le stockage final des poussières est réalisé à l'extérieur des installations. L'utilisation d'une chambre à poussière est interdite

Article 4 : Mesures de protection – Découplage (article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié) – Délai : 3 mois à notification du présent arrêté

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, ces mesures de protection consistent :

- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;

- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.

Article 5 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à la préfète d'Indre-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX (AE socle ICPE)].

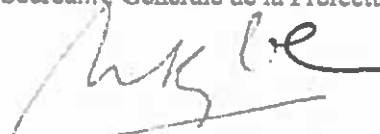
Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Article 7 - Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le Maire de la commune de NEUILLE-PONT-PIERRE, Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tours, le - 4 AOUT 2020

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



NADIA SEGHIER

